

Numéro de consultation :

25-UG04-PA-13

Procédure de passation :

Procédure adaptée (articles L2123-1 et R2123-1)

Il s'agit d'un marché ordinaire.

**Remplacement d'ascenseurs et entretien des
installations pour trois établissements de l'UGECAM BFC
en région Bourgogne-Franche-Comté**

**Lot 1 : Remplacement de deux ascenseurs et
maintenance associée pour le Centre de Rééducation et
rééducation fonctionnelles situé au 7 rue de la Roche
71140 BOURBON-LANCY**

CCTP

SOMMAIRE

1 – Objet	3
2 – Réglementation et normes applicables	4
3 – Définition des travaux de remplacement des ascenseurs.....	5
3.1 – Prestations attendues.....	5
Dimensions.....	6
3.2 – Description des matériels souhaités.....	6
3.3 – Accessibilité aux personnes à mobilité réduite	7
4 – Travaux en site occupé	8
5 – Organisation du chantier de remplacement des ascenseurs	8
5.1 – Disposition générale	8
5.2 – Sécurité lors des travaux	8
5.3 – Dépense à prévoir	9
5.4 – Permis feu	9
5.5 – Zone de stockage.....	9
5.6 – Responsabilité du Titulaire	9
6 – Horaires, nuisances et sécurité incendie	10
7 – Habilitation du personnel.....	10
8 – Essais et réception des installations.....	10
9 – Documents conformes à l'exécution	11
10 – Condition de garantie des installations	12
10.1 – Garantie	12
10.2 – Garantie du matériel.....	12
10.3 – Garantie de parfait achèvement	12
10.4 – Garantie de bon fonctionnement.....	12
11 – Délai de livraison et planning d'exécution des installations	12
12 –Maintenance des installations	13
12.1 – Maintenance préventive	13
12.2 – Délais d'intervention.....	14

1 – Objet

Le présent marché concerne le remplacement de deux ascenseurs dans le Centre de Réadaptation et de Rééducation Fonctionnelles (CRRF) de Bourbon-Lancy et de la réalisation de la maintenance associée.

A ce titre, le Titulaire du marché aura notamment la charge de :

- La dépose, de l'évacuation de l'ensemble des anciens matériels / équipements qui ne seront pas réutilisés (machinerie comprise),
- La gestion des déchets dans le respect de la réglementation,
- L'organisation, la sécurisation et le nettoyage du chantier,
- La fourniture et la pose de tous les matériels nécessaires au changement des ascenseurs, tels qu'attendu dans le marché et dans le respect de la réglementation et les règles de l'art,
- La fourniture de la documentation nécessaire à l'exploitation et l'entretien des installations,
- La réalisation de la maintenance préventive réglementaire.

Les prestations seront réalisées à l'établissement suivant :

Les travaux seront réalisés dans les locaux du **Centre de Rééducation et rééducation fonctionnelles situé au 7 rue de la Roche 71140 BOURBON-LANCY**. L'établissement « Le Bourbonnais » dispose d'autorisations en Soins de Suite ou de Réadaptation (SSR) spécialisé en :

- Prise en charge spécialisée des conséquences fonctionnelles des affections de l'appareil locomoteur en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour ;
- Prise en charge spécialisée des conséquences fonctionnelles des affections du système nerveux en hospitalisation complète et en hospitalisation de jour.
- Depuis le 1er octobre 2019, une nouvelle autorisation relative à la prise en charge spécialisée des affections de la personne âgée polypathologique, dépendante ou à risque de dépendance en hospitalisation de jour.

Le Centre de Réadaptation et de Rééducation Fonctionnelle (CRRF) Le Bourbonnais de Bourbon Lancy est un établissement sanitaire. Il faudra donc prendre en compte l'activité de l'établissement pour la réalisation des prestations. Il s'agit d'un établissement de type U de 4^{ème} catégorie.

Les ascenseurs objets du marché sont les suivants :

- Ascenseur A : 4 niveaux (RDJ, RDC, R+1, R+2), 1125 kg, pour 15 personnes, avec badge d'accès RDJ (système de l'établissement à rebrancher)
- Ascenseur B : 3 niveaux (RDC, R+1, R+2), 1125 kg, pour 15 personnes,

L'ascensoriste devra impérativement se rendre sur place et avoir pris connaissance des lieux.

2 – Réglementation et normes applicables

Les travaux et fournitures devront être conformes à l'ensemble des prescriptions et textes réglementaires s'appliquant à ce type d'installation, dans l'édition en vigueur à la date de signature du marché public. Cette liste n'étant pas exhaustive, il sera soumis à l'ensemble de la réglementation en vigueur.

Si en cours des travaux, de nouveaux textes entraînent en vigueur, il pourrait éventuellement être établi un avenant correspondant aux modifications à réaliser, de façon que l'installation soit conforme aux règlements lors de la livraison du chantier.

Les réglementations applicables sont notamment :

- Directive européenne 95/16/CE ;
- Norme EN 81-21 AI de décembre 2012 – indice de classement P82-211 – règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs – partie 21 ascenseurs neufs dans les bâtiments existants ;
- Norme EN 81.1 partie 1 indice de classement NF P82 210 de novembre 1998 règle de sécurité pour la construction et d'installation d'ascenseurs électriques ;
- Arrêté du 14 juin 1969 et les circulaires concernant l'isolation phonique ;
- Décret du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques ;
- Norme NF P 20 050 règles d'échauffement des matériels électriques ;
- Norme NF C 15-100 règles concernant les installations électriques basse tension ;
- Le règlement de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, relatif à la sécurité des ascenseurs sur les lieux de travail et à la sécurité des travailleurs intervenants sur ces équipements ;
- NF EN 81-70 : Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap,
- NF EN 81-71 : Ascenseurs résistant aux actes de vandalismes,
- NF EN 81-28 : Téléalarme pour ascenseurs et ascenseurs de charge,
- NF EN 81-58 : Essais et résistance au feu des portes palières,
- NF EN 81-80 : Règles pour l'amélioration de la sécurité des ascenseurs et ascenseurs de charges existants,
- FD P 82-020 : Guides pour l'évaluation des serrures de portes manuelles,
- FD P 82-021 : Guides pour l'évaluation des parachutes et limiteurs de vitesse,
- NF EN 12385 : Câbles en acier,
- NFP 82.207 : dispositif d'appel prioritaire pompier de novembre 2018,
- NF EN 12015 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Emission).
- NF EN 12016 (Compatibilité électromagnétique. Norme famille de produits pour ascenseurs, escaliers mécaniques, et trottoirs roulants. Immunité).
- Directive 2014/33/UE ;
- Directive 2006/42/CE ;
- Décret n° 2006-555 du 17-05-2006 : relatif à l'accessibilité des ERP, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

- Article U36 de l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) du 10 décembre 2004 portant.
- Arrêté du 18 novembre 2004 relatif à l'entretien des installations d'ascenseurs ;
- Arrêté du 8 Décembre 2014 modifié : fixant les dispositions prises, pour l'application des articles R111-19-7 à R111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations ouvertes au public et abrogeant l'arrêté du 21 mars 2007 ;
- Décret 2004-9640 du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des ascenseurs et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n° 2008-1325 du 15 Décembre 2008 : relatif à la sécurité des ascenseurs, monte-charges et équipements assimilés sur les lieux de travail ainsi qu'à la sécurité des intervenants ;
- Arrêté du 25 Juin 1980 modifié : Règlement de sécurité des établissements recevant du public
- Loi 78-12 du 04.01.1978 relative à l'assurance et à la responsabilité dans le domaine de la construction (art.1792 et 2270 du code civil) ;
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code du travail.

Le candidat retenu devra tenir compte également des règles de l'art propre à sa profession ainsi que des textes réglementaires qui pourraient être publiés postérieurement aux présents.

Il est toutefois précisé que certaines prescriptions du C.C.T.P. peuvent prévoir des prestations non imposées par la réglementation.

Il reste bien entendu que l'entreprise ne pourra se prévaloir de cette réglementation pour se soustraire aux obligations définies par le marché.

A contrario, si une obligation découlant de cette réglementation n'était pas explicitement précisée dans les pièces du marché, l'entreprise y serait soumise.

3 – Définition des travaux de remplacement des ascenseurs

Le présent cahier des charges, fixe les conditions particulières de la dépose des deux ascenseurs existants et de l'installation des nouveaux ascenseurs électriques situés aux mêmes emplacements avec les caractéristiques techniques similaires ou équivalentes. Il comprend également la réalisation de la maintenance des équipements nouvellement installés.

3.1 – Prestations attendues

Le présent marché comprend l'ensemble des travaux nécessaires au bon achèvement des ouvrages, dont :

- La dépose et l'évacuation de tous les matériels, machineries comprises. Il sera également chargé du traitement des déchets engendrés. A ce titre le Titulaire précisera les modalités permettant au maître d'ouvrage de suivre la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier. Il privilégiera des solutions de valorisation des déchets comprenant le réemploi, la réutilisation, le recyclage, la régénération ou l'utilisation en énergie de ceux-ci, qui seront présentées par le maître d'œuvre d'exécution. Les mélanges de déchets avec des produits dangereux sont interdits. L'abandon, le

brûlage, les rejets de déchets dans les réseaux d'assainissement sont interdits (sauf accord du concessionnaire, concernant les eaux de lavages).

- L'établissement des plans d'exécution des ouvrages, si nécessaire.
- La consignation de l'appareil sur lequel s'effectuent les travaux et toutes les protections nécessaires à chaque étage.
- La sécurisation du chantier.
- Le nettoyage du chantier.
- La fourniture et pose de tout le matériel nécessaire à la parfaite mise en œuvre des ascenseurs conformément aux spécifications du présent document technique.
- Il faudra réaliser le câblage pour raccordement domotisation existante de l'établissement.
- La connexion au système SSI de chaque bâtiment, notamment pour prévoir le non arrêt des ascenseurs à un étage sinistré.
- La fourniture des notices nécessaires à l'entretien de chaque nouvel ascenseur.

Chaque prestataire doit, au vu de l'installation, lister les travaux complémentaires jugés nécessaires tels que les conformités réglementaires, sécurité des usagers, fiabilité des ascenseurs, travaux de maçonnerie ou tout autre type de travaux. Ces travaux complémentaires seront décrits dans le mémoire technique du candidat. L'offre de prix devra comprendre l'ensemble des sujétions nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Le prestataire ne pourra en aucun cas faire prévaloir une éventuelle omission, au présent document technique pour justifier la mise à disposition d'une installation non réglementaire à l'issue des présents travaux.

Tous travaux supplémentaires non listés seront exclusivement pris en charge par le prestataire.

Dimensions

Les dimensions indiquées dans le marché sont fournies à titre indicative. L'entreprise devra réaliser ses propres relevés, avant tout commencement de prestation, afin de garantir la fourniture d'équipement adapté aux bâtiments.

Amiante :

L'UGECAM BFC va procéder à la réalisation d'un diagnostic amiante avant travaux. Les résultats du diagnostic seront transmis au Titulaire du présent marché avant le commencement des travaux.

3.2 – Description des matériels souhaités

Pour rappel, les ascenseurs existants à remplacer sont les suivants :

- Ascenseur A : 4 niveaux (RDJ, RDC, R+1, R+2), 1125 kg, pour 15 personnes, avec badge d'accès RDJ (système de l'établissement à rebrancher)
- Ascenseur B : 3 niveaux (RDC, R+1, R+2), 1125 kg, pour 15 personnes,

Le Titulaire du marché s'engage à proposer des ascenseurs équivalents.

Les ascenseurs devront également disposer de l'ensemble des équipements imposés par la réglementation, notamment en terme d'accessibilité et de sécurité.

Les travaux réalisés dans le cadre du présent lot seront exécutés ascenseur par ascenseur.

Les travaux du premier ascenseur seront déclenchés dès la notification du marché.

Les travaux du second ascenseur débuteront après la réception du premier ascenseur. En tout état de cause le deuxième ascenseur devra être réceptionné au plus tard le 31 décembre 2026.

Il est attendu du Titulaire du marché la réalisation des points suivants :

- **Les ascenseurs seront PMR, et respecteront la réglementation en terme d'accessibilité, et d'équipement obligatoires,**
- Les ascenseurs neufs devront être des ascenseurs électriques,
- Ils devront respecter les dimensions des anciens ascenseurs. Le candidat devra donc prendre en compte les dimensions de la cage d'ascenseur pour proposer un matériel adapté. Aucune modification de la cage d'ascenseur n'est prévue.
- Les ascenseurs devront prévoir la commande prioritaire.
- Ils devront disposer du dispositif d'appel pompier,
- Les ascenseurs devront également disposer de l'ensemble des équipements imposés par la réglementation,
- Les 3 ascenseurs devront être équipés de radars de présence à chaque niveau.
- Les ascenseurs devront être liés au SSI de chaque bâtiment, notamment pour leur permettre de ne pas s'arrêter aux étages sinistrés. Le raccordement est à la charge du prestataire.
- L'attention du candidat est attirée sur le fait que le choix des matières, couleurs et éléments de cabine des ascenseurs devra être réalisés en considération de l'activité des deux établissements. Le CRRF de Bourbon-Lancy est un établissement sanitaire. L'EAM/EANM de Charnay-Lès-Mâcon est un établissement médico-social. Ainsi, ils devront être adaptés à l'utilisation et respecter les normes et critères de bio-nettoyage des établissements.
- **Finitions : les offres des candidats indiqueront la liste des finitions de bases proposées sans augmentation financières. Les plus-values éventuelles seront présentées par le candidat pour garantir leur prise en compte dans l'analyse financière des offres.**

3.3 – Accessibilité aux personnes à mobilité réduite

Les installations devront également répondre aux réglementations relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, à savoir :

- Indications sonores signalant les différents déplacements.
- Indications visuelles à l'intérieur de la cabine et sur chaque palier.
- Indications tactiles sur l'ensemble des ascenseurs au niveau des boutons d'appels et tout autre système pouvant faciliter l'accessibilité aux personnes handicapées.

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devra s'assurer de la mise en place de l'ensemble des équipements nécessaires pour la conformité des équipements à la réglementation.

4 – Travaux en site occupé

Les travaux se dérouleront en site occupé par les usagers et le personnel de l'UGECAM.

Le prestataire devra en tenir compte et prévoir l'organisation adaptée et toutes les protections nécessaires, notamment pour la poussière et le bruit excessif. Les différentes circulations nécessaires au bon fonctionnement de l'établissement devront être maintenues durant la totalité des travaux. L'entreprise choisie devra respecter les horaires de bureau, soit 8h-18h, pour travailler et ne pas interférer dans la vie des résidents, avec une vigilance accrue lors des horaires de repas des résidents, à savoir 12h-13h30. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Point d'attention :

L'attention du candidat est attirée sur le fait que le phasage de remplacement des deux ascenseurs se déroulera ascenseurs par ascenseurs, afin de permettre la conservation d'utilisation des dites installations. De plus les travaux sur le premier ascenseur seront réalisés dès la prise d'effet du marché. Le Pouvoir Adjudicateur indiquera au Titulaire, la période souhaitée pour le commencement des travaux pour le second ascenseur. Quoi qu'il en soit, les travaux du second ascenseur ne seront réalisés qu'après réception du premier ascenseur.

5 – Organisation du chantier de remplacement des ascenseurs

5.1 – Disposition générale

Le prestataire aura la charge totale de l'organisation du chantier et la coordination de l'ensemble des prestations relevant de sa compétence mais aussi de celles de ses sous-traitants éventuels. Il devra, en outre, prévenir le responsable technique du site et le maître d'ouvrage en cas de constat de problèmes divers qui pourrait interférer dans la bonne marche de l'établissement.

5.2 – Sécurité lors des travaux

Le candidat retenu installera et entretiendra, pendant toute la durée des travaux, les dispositifs de sécurité de leur personnel travaillant sur le chantier, tel qu'ils en ont l'obligation à travers le décret 95-826 du 30 juin 1995, ainsi que les différentes recommandations et prescriptions du ministère du travail. Ils devront se renseigner auprès du maître d'œuvre, sur le ou les itinéraires à emprunter afin d'assurer l'approvisionnement en matériels et matériaux.

Le personnel de l'entreprise satisfera ses besoins en électricité en utilisant les réseaux existants du bâtiment. Les raccordements seront réalisés à la charge du Titulaire. Il installera, si besoin, les coffrets de chantier qui lui seront nécessaires afin d'assurer la distribution électrique et l'éclairage de ses zones d'interventions. Les coffrets et les rallonges seront sous la responsabilité des titulaires notamment en ce qui concerne les protections (calibrage des différentiels, etc...).

Les chantiers seront soumis aux dispositions de la loi n° 93-1417 du 31 décembre 1993 portant modification des dispositions du Code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.

Pour rappel, les travaux devront être réalisés dans les locaux d'un établissement sanitaire en fonctionnement. A ce titre, le candidat devra prendre les mesures nécessaires d'hygiène et de sécurité spécifiques adaptées et respecter les règles sanitaires du bâtiment. Il devra notamment prendre des mesures pour limiter l'impact des travaux sur la qualité de l'air dans l'établissement. Ces mesures de sécurité devront être incluses dans le plan de prévention qui doit être proposé avant la réalisation des travaux.

5.3 – Dépense à prévoir

Il n'est pas prévu de compte de dépenses dans la mesure où le maître d'ouvrage prend à sa charge les consommations et besoins courants de l'entreprise intervenante sur le site (eau et électricité).

En revanche, tous les nettoyages pendant le déroulement des travaux et pour la réception définitive de l'ouvrage sont à la charge exclusive de la société titulaire du marché.

L'entreprise aura à sa charge tous les dispositifs et équipements indispensables pour assurer la sécurité des personnes et des biens sur l'espace public et à proximité des gaines d'ascenseurs, sur chaque palier et devant la machinerie existante à l'intérieur du bâtiment.

5.4 – Permis feu

Un permis feu sera nécessaire pour tout travaux nécessitant un point chaud.

5.5 – Zone de stockage

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le Pouvoir Adjudicateur n'est pas en mesure de fournir un local de stockage dans le bâtiment destinataire du présent lot. Seules des zones situées à l'extérieure des bâtiments pourront être proposées, après validation des parties.

De ce fait, ils seront responsables de la mise en place des zones de stockage qu'ils jugent nécessaires, ou devront organiser la livraison des matériels en prenant en compte l'absence de zone de stockage dans le bâtiment.

De même l'établissement n'est pas en mesure d'assurer la mise à disposition d'un espace dédié aux agents du Titulaire. Ils pourront néanmoins utiliser les sanitaires à proximité des zones de chantier ou ceux indiqués par le responsable de l'établissement.

5.6 – Responsabilité du Titulaire

A ce titre, le titulaire demeure seul responsable des matériels, équipements, outillages et approvisionnements qu'il entrepose ou utilise pour l'exécution du présent marché, que ces biens soient stockés :

- à l'intérieur des bâtiments du maître d'ouvrage,
- ou à l'extérieur, sur les aires de chantier, zones de stockage ou tout autre emplacement mis à sa disposition.

Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des pertes, vols, détériorations, incendies ou dommages de toute nature survenus à ces biens, quelle qu'en soit la cause, même si les emplacements ont été mis à disposition par lui.

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour assurer la garde, la sécurité et l'assurance de ces matériels et approvisionnements pendant toute la durée du chantier.

Il supporte également les conséquences de tout dommage causé par ces biens aux tiers ou aux ouvrages.

6 – Horaires, nuisances et sécurité incendie

L'attention du candidat est attirée sur la nécessité absolue de réduire au maximum les nuisances. Les travaux bruyants seront planifiés avec le responsable technique du site de l'établissement, avec validation de la direction. Toutes demandes exceptionnelles du prestataire devront être faites au responsable technique de l'établissement qui en avisera la direction.

Toute opération pouvant entraîner des risques d'incendie ne peut être entreprise qu'après délivrance par le service compétent d'un permis feu.

Après chaque intervention, dite à risque, le responsable technique du site vérifiera que toute dangerosité soit écartée.

Au préalable, le responsable technique interviendra sur la centrale incendie pour éviter tout départ intempestif de celle-ci et occasionner une gêne conséquente.

En tout état de cause, les techniciens extérieurs devront se manifester auprès du responsable technique et du maître d'œuvre s'ils rencontrent un problème.

7 – Habilitation du personnel

Le personnel intervenant dans le cadre des travaux attendus au marché devra impérativement présenter les habilitations suivantes :

- Habilitation électrique, pour le personnel exécutant et le personnel encadrant, particulièrement le conducteur des travaux,
 - B0/H0V
 - B1V, B2V
 - BR
 - BC
- Habilitation SS4 (le cas échéant).

Le candidat devra fournir la copie conforme des habilitations et attestation dans son offre, notamment les Qualibat et Qualielec.

8 – Essais et réception des installations

Avant les opérations de réception, le titulaire devra vérifier et s'assurer que tous les éléments, qui auront fait l'objet des travaux identifiés dans le présent CCTP, assurent leur fonction conformément aux normes et règlements en vigueur.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais seront à la charge du titulaire du marché de travaux. Les essais seront effectués en présence du Responsable maintenance sécurité régional et du bureau de contrôle mandaté par l'établissement.

La main d'œuvre et le matériel nécessaires aux essais seront à la charge du titulaire du marché des travaux.

Si les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, le titulaire est tenu d'effectuer toutes les mises au point nécessaires dans le délai fixé par ledit contrat.

La mise en service de chaque appareil est précédé d'une réception partielle comportant au moins le constat contradictoire de parfait fonctionnement de l'équipement. A ce titre, un état des lieux contradictoire sera établi. La réception partielle a un caractère fonctionnel. Cette réception partielle, est sans influence sur la date d'effet du délai de garantie qui ne prendra effet qu'à la date de réception définitive, mais révèle les travaux non conformes.

Une réception définitive sera réalisée après l'achèvement des travaux sur l'ensemble des ascenseurs.

La réception définitive sera effective lorsque le procès-verbal de réception sera réputé sans réserve et après validation du résultat du contrôle technique effectué par un bureau de contrôle mandaté par le maître d'ouvrage.

9 – Documents conformes à l'exécution

Après achèvement des travaux, la société est tenue de livrer un dossier technique complet comportant :

- Les consignes et instructions nécessaires à l'entretien de l'appareil et particulièrement pour la sécurité,
- Les différentes notices de l'ascenseur,
- Une attestation conforme à la réglementation en vigueur,
- D.O.E. (dossier des ouvrages exécutés) à jour en format dématérialisé et papier (deux exemplaires par ascenseur)

Une étude de sécurité selon les dispositions réglementaires en vigueur, juste après l'achèvement des ouvrages devra être réalisée. Le résultat de cette étude sera intégré au D.O.E.

Tous les documents énumérés ci-dessus seront dressés par le prestataire, à sa charge, conformément aux travaux réellement exécutés. Ils seront remis en sous format dématérialisé via l'appli Blue Files, seul système de transfert de documents volumineux utilisable à l'UGECAM BFC. Vous pouvez créer gratuite un compte et transmettre les documents via le lien suivant : <https://bluefiles.com/fr>.

10 – Condition de garantie des installations

10.1 – Garantie

L'entreprise ayant procédé à l'ouvrage garantira la réalisation de ses travaux suivant les spécifications techniques du présent cahier des charges et les règles de l'art propres à ses activités.

La période de garantie pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donné satisfaction et toutes les prescriptions des documents contractuels n'auront pas été observées.

10.2 – Garantie du matériel

L'ensemble du matériel fourni par l'entreprise devra être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation. Cette garantie ne pourra s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation par un tiers.

La garantie couvrira les pièces et la disponibilité de pièces de rechange.

10.3 – Garantie de parfait achèvement

L'installation sera garantie en bon état et contre tous désordres pendant une durée d'un an, à compter de sa mise en service définitive.

Au cours de cette période, le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toutes nouvelles séries d'essais. En conséquence, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Dans le mois précédent la fin de la garantie de parfaite achèvement, l'entreprise titulaire du marché de travaux prévoira un audit de l'installation de manière à dresser un constat de l'état global de l'appareil. La longueur des câbles de traction sera ajustée en cas de nécessité.

Les travaux réalisés par le titulaire seront garantis une année au titre de la GPA, à compter de la date d'effet de la réception définitive et sans réserve de l'installation. Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

10.4 – Garantie de bon fonctionnement

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de sa mise en service définitive. Au cours de cette période, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

11 – Délai de livraison et planning d'exécution des installations

Les candidats, au marché, préciseront les délais d'approvisionnement et de réalisation pour chaque ascenseur. Ils réaliseront une proposition de planning visualisant la programmation des travaux par phase en indiquant le nombre de **personnels** prévus ainsi que leurs qualifications.

Les travaux se dérouleront pendant l'exploitation normale de tous les services. Il est demandé de prévoir un planning par ascenseur et de ne procéder au remplacement de l'ascenseur suivant qu'après réception du précédent.

12 –Maintenance des installations

La société en charge du remplacement des ascenseurs devra établir un contrat d'entretien complet.

12.1 – Maintenance préventive

Les opérations de maintenance préventive réglementaire (toutes les 6 semaines) des appareils seront réalisées conformément au programme de maintenance prescrit par l'ascensoriste pour répondre aux prescriptions du code la construction et de l'habitation. Elles sont réalisées pour réduire les risques de pannes ou de mauvais fonctionnement du matériel et à maintenir les performances des matériels objets du présent marché. La maintenance sera réalisée pendant la durée de garantie des équipements installés. Les prestations de maintenance prendront donc fin à la fin de la durée de garantie proposée par le Titulaire.

Le Titulaire fournira un plan d'entretien contenant les dates prévisionnelles de visite de maintenance au début du marché et lors de toute modification. Ce planning devra être transmis au plus tard au plus tard 30 jours après la réception de chaque ascenseur.

Le personnel du Titulaire devra se présenter à la personne / au service désigné par l'établissement avant chaque intervention, et fournir un bon d'intervention à l'établissement après chaque intervention.

Rapport annuel d'activité :

Le Titulaire fournira un rapport annuel d'activité, transmis avant le 15 janvier, comportant les points suivants :

- Inventaire mis à jour du matériel en place ;
- Bilan des interventions (nombre de pannes, d'interventions d'évacuation d'utilisateur bloqué et de
- Dépannage, date, durée et nature des interventions, durée d'indisponibilité) ;
- Date et nature des travaux effectués dans le cadre des visites d'entretien ;
- Informations générales sur les aspects sécurité, dégradations, accès, interlocuteurs du Titulaire ;
- L'état des installations et propositions d'amélioration chiffrée (devis détaillé).

Carnet d'entretien :

Un carnet d'entretien par ascenseur objet du présent marché sera prévu et tenu à jour à chaque intervention indiquant le nom de l'intervenant, la date, l'heure d'arrivée et de départ, l'objet de la visite et la signature.

Sécurité, usure, vétusté, obsolescence :

Le Titulaire se doit d'informer le maître d'ouvrage quant aux éventuelles non-conformités rencontrées sur les ascenseurs ou toute anomalie susceptible de générer une incidence sur la sécurité des ascenseurs ou leur fonctionnement. Un courriel sera transmis dans les 24 heures suivant le constat contenant le devis nécessaire au traitement du désordre.

Réunions :

Une réunion trimestrielle sera organisée par le Maître d'ouvrage ou son représentant. Le Titulaire aura à sa charge la préparation de la réunion. Il devra être présent à la réunion et rédiger le compte rendu sous 48 heures.

Assistance :

Le Titulaire aura également un rôle d'assistance pour l'accompagnement des contrôles périodiques ou tout autres point jugé nécessaire par le Pouvoir Adjudicateur. La présence d'un représentant de l'entreprise titulaire lors de la visite de contrôle réglementaire annuel (VGP) ou quinquennal fera également parti de la prestation.

En outre, elle devra intervenir sous 30 minutes pour le déblocage des personnes dans la cabine en cas de panne et le plus rapidement possible pour les autres défauts sachant que les établissements sont des établissements sanitaires et médico-social.

Dans le cas où le prestataire n'est pas en mesure de respecter le délai de 30 minutes d'intervention pour le déblocage des personnes, le Titulaire s'engage à demander à ses frais l'intervention des pompiers pour le déblocage des personnes dans les plus brefs délais.

Avant toute intervention, qu'elles soient curatives ou préventives, le technicien de la société devra obligatoirement passer par le service technique des deux établissements bénéficiaires du présent marché pour signaler sa présence et signer le registre de sécurité.

12.2 – Délais d'intervention

Le candidat devra respecter à minima les délais et horaires d'interventions suivants :

	Maintenance	Evacuation usager bloqué
Jours	7j/7, jours fériés compris	
Horaires	De 08h à 18h	24h24
Délais d'intervention souhaité		30 minutes

On entend par délai d'intervention, le délai entre la réception de l'appel et l'arrivée sur site de l'équipe du Titulaire.

On entend par délai de dépannage, le délai de remise en service de l'installation ou traitement du défaut à compter de la présence sur site du Titulaire.

Dans le cas où le prestataire n'est pas en mesure de respecter le délai de 30 minutes d'intervention pour le déblocage des personnes, le Titulaire s'engage à demander à ses frais l'intervention des pompiers pour le déblocage des personnes dans les plus brefs délais.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que les usagers de l'établissement sont des personnes fragiles en situation de handicap, ce qui justifie le délai d'intervention.